

Débat

Que ferons-nous des

Le tiers de la population mondiale vit sur les côtes. La montée du niveau des océans risque de provoquer de gigantesques mouvements de populations. Comment accueillir ces millions de réfugiés climatiques ? Comment les pays riches qui ont provoqué le réchauffement climatique assumeront-ils leurs responsabilités ? Devons-nous nous préparer à accueillir des millions d'habitants du Sud victimes de nos modes de vie ?

qui fuiront la montée de la mer, les tempêtes, l'avancée des déserts, subissant de plein fouet la conséquence de notre productivisme ? À l'ère de la globalisation, le premier résultat véritablement global est le réchauffement climatique, unissant l'humanité dans une catastrophe à venir qui ironise sur son échec à trouver l'unité politique. Cependant, les effets du changement climatique divergeront localement et aggraveront plus spécifiquement les pays du Sud. Ce qui entraîne que, si nous sommes tous concernés par cette catastrophe programmée, l'inégalité des

Pierre Henry : En premier lieu, je déplace de populations est
trouve que l'expression « réfugiés » dans l'urbanisme des villes des

Pierre Henry : En premier lieu, je trouve que l'expression « réfugiés climatiques » génère une certaine confusion. Je lui préfère le terme de « déplacés environnementaux ». Celui de « réfugiés » doit être réservé pour la demande d'asile et pour les persécutions liées à l'expression des opinions politiques ou religieuses, à la couleur de peau ou à l'appartenance à un groupe social, comme le définit la Convention de Genève. Nous sommes dans un moment où nous avons intérêt à faire très attention à chacun des termes que nous employons autour des questions migratoires. En utilisant le mot « réfugiés » de façon générique, nous vidons de sens le contenu de la Convention de Genève. Or, dans cette période de conservatisme extrême et de montée des nationalismes, je crois qu'un certain nombre d'États sont prêts à la remettre en cause.

Il existe aujourd'hui un certain nombre de déplacés environnementaux. Cependant, est-ce que des millions de personnes vont se précipiter vers l'Europe ? Je ne le pense pas. Je ne pense pas non plus que l'avenir de notre continent passe par le besoin de se barricader autour de barrières électroniques. Ne cédon pas au catastrophisme et regardons précisément où les véritables questions se posent. L'Alaska est en proie au dégel des sols arctiques, la Chine et le Tchad sont gagnés par la désertification, le Bangladesh est menacé d'inondations chroniques, le Népal subit la fonte des glaciers. Aux États-Unis, par exemple, le cyclone Katrina a provoqué le déplacement de 1,5 million de personnes. Mais ce phénomène n'est pas nouveau. Dans le passé, des vagues migratoires ont été causées par des crises écologiques notamment liées au manque d'eau, aux sols moins riches, à l'abandon de territoires à la suite de catastrophes naturelles. Je pense par exemple à la maladie de la pomme de terre en Irlande ou de la vigne en France et en Grèce. Rappelons-nous également la vague de poussière dans les États-Unis et le Canada des années 1930, poussant plus de 500 000 fermiers vers l'ouest. La question qui se pose justement aujourd'hui, de toute évidence, est : où vont aller les déplacés environnementaux ?

En règle générale, cela provoque d'énormes déplacements vers les villes les plus proches qui sont déjà totalement saturées, surtout lorsque les événements se déroulent dans des pays émergents. Les grandes villes de ces pays ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour accueillir ces personnes. Cela provoque donc de plus grands déséquilibres pouvant être de nature à déclencher de nouvelles migrations des classes les plus aisées.

Le vrai problème que pose la question environnementale et celle du

déplacement de populations est donc l'urbanisme des villes des pays émergents d'ici à 2030, 2040. Quelles villes voulons-nous ? Là où il y a des moyens, les infrastructures nécessaires seront mises en place. Ailleurs, on assistera à des superpositions de populations sans lien véritable entre elles, avec des situations sanitaires et économiques dramatiques. Parallèlement, cela engendra le développement de ghettos et de réponses sécuritaires. Or c'est dans la question du vivre ensemble que se situe le vrai enjeu. La stratégie d'adaptation dans les pays d'origine est primordiale pour contenir les flux migratoires. Car il n'est pas pertinent de poser cette problématique seulement dans les pays du Nord. Même si les migrations se sont accélérées du sud vers le nord, elles sont aujourd'hui équilibrées. Rappelons que nous avons 200 millions de migrants dans le monde, et les migrations les plus importantes s'effectuent du sud vers le sud. Le droit international peut d'ailleurs être considéré comme insuffisant pour offrir une protection directe. Je crois qu'il faut travailler sur une convention internationale spécifique pour protéger les déplacés climatiques. Par exemple, il faudra définir si le migrant issu d'une catastrophe naturelle a le choix de rester ou non dans le pays d'origine. Cette distinction entre migration volontaire et forcée, bien que parfois équivoque, doit rester le critère fondamental d'une typologie de déplacés environnementaux. Tout reste à faire en termes de politique et d'orientation à moyen et à court terme. Mais les politiques sont obsédés par le court terme. Certes, il y a une exagération du phénomène, une amplification des risques, mais tout cela contribue à une vraie conscientisation du sujet. Nous devons réfléchir à des scénarios possibles et rationnels. Nous devons surtout nous concentrer sur la notion d'intérêts partagés, car nous avons cette planète en commun et nous faisons humanité ensemble.

Jean-Luc Coudray : La France accueille des réfugiés politiques parce qu'ils sont victimes de dictateurs, boucs émissaires mis en place par l'Occident et qui dissimulent l'oppression exercée par les pays du Nord. Elle accueille déjà beaucoup plus difficilement les réfugiés économiques, victimes du libéralisme à l'échelle planétaire et pour lesquels sa responsabilité est plus difficile à masquer. Comment accueillera-t-elle les centaines de millions de réfugiés climatiques

concernés par cette catastrophe programmée. L'inégalité des atteintes va nous dresser les uns contre les autres. Les rapports Nord-Sud ont évité jusqu'ici l'affrontement direct, une propagande humanitaire dissimulant encore la véritable domination. L'importance des flux migratoires des réfugiés climatiques risque de clarifier la vraie nature des relations Nord-Sud. Avoir une attitude responsable contient un sens à la fois éthique et pratique. L'éthique commande d'accueillir les réfugiés climatiques puisque notre comportement est la cause de leur situation. Mais le réalisme le commande aussi : dans un contexte de dégradation environnementale et de raréfaction des ressources, la guerre, qui accélère la destruction des biotopes et l'épuisement des énergies, devient un luxe que nous n'aurons plus les moyens de nous offrir. Cependant, nous risquons d'opter pour la réaction de survie

immédiate, qui est la défense armée des frontières. En effet, plus nous attendons, plus la tension entre les pays du Nord et les pays du Sud sera importante, et plus la tendance au repli aura des chances de triompher. Ainsi, la solution raisonnable, qui est notre seule issue à long terme, doit-elle être envisagée le

plus tôt possible, pour avoir raisonnablement des chances d'aboutir. La véritable urgence est d'accueillir les réfugiés avant que l'urgence ne soit de les refouler. Héberger des réfugiés climatiques sur notre territoire sera une véritable révolution, d'une part à cause de leur quantité qui sera de loin plus importante que celle des réfugiés politiques, d'autre part parce que notre société est structurée pour produire de l'exclusion. Ce renversement de valeur et de fonctionnement commande, pour s'y préparer, de nous entraîner à la distribution, comme pour une répétition avant l'afflux humain qui nous attend. Établir la solidarité ne sera bientôt plus un idéal éthique mais une exigence vitale. La seule solution pour apprendre à recevoir ces nouveaux réfugiés est d'apprendre à accueillir les exclus à l'intérieur même de notre nation. Pour cela, la reconstruction de nos campagnes et la relocalisation de nos activités apparaît indispensable. L'état d'urgence augmente les contrastes : notre société sera de partage ou d'affrontement. Lorsqu'un système franchit un seuil critique, où les nécessités vitales imposent une décision, il est difficile d'évaluer dans quelle direction il va se diriger. C'est la perversion de la guerre de ne produire que des salauds ou des héros. Cette exacerbation des contrastes est bien le propre du

« Notre société sera de partage ou d'affrontement »



Jean-Luc Coudray, écrivain et dessinateur, auteur de *L'Avenir est notre pouvelle, l'alternative de la décroissance*, éd. Sulliver, 2010.

Corinne Morel-Darleux, secrétaire nationale du Parti de gauche en charge du combat écologique, auteure de *L'écologie, un combat pour l'émancipation*, éd. Bruno Leprince, 2009.

capitalisme, qui enrichit les riches et appauvrit les pauvres, de la technique qui surdimensionne les villes et désertifie les campagnes, de la croissance qui concentre d'un côté et stérilise de l'autre. Le réchauffement climatique, conséquence de la croissance, vient nous imposer un contraste moral : nous n'avons pas d'autre choix que de devenir meilleurs pour ne pas devenir pires. Cet arbre de décision qui ressemble à un langage informatique, nous entraînera vers le pire, tant le meilleur risque d'être au-delà de nos possibilités éthiques. Anticipons tant que les nuances sont encore possibles.

Corinne Morel-Darleux : Il était tentant de répondre à cette question difficile par une poignée de bons sentiments, deux ou trois incantations et quelques généralités : le grand méchant Nord contre le gentil Sud, un statut international de réfugié climatique et le tour est joué. Sans prétendre apporter de réponse définitive, je vais donc tenter autre chose.

En premier lieu, je veux souligner l'importance du terme même de « réfugié » et non de « migrant » climatique, pour ce qu'il induit de responsabilité politique. Les réfugiés ne partent pas dans l'espoir d'une vie meilleure mais parce qu'ils ont perdu leurs moyens de subsistance. L'emploi de ce terme revient donc à reconnaître qu'une minorité, aujourd'hui, par son mode de vie et au nom de la défense de ses privilèges, condamne le reste des habitants de la planète à la domination, à la destruction des écosystèmes et au dénuement le plus total. C'est la nature même du capitalisme qui privilégie la rentabilité du capital sur toute notion de bien commun ou d'intérêt général. C'est la logique productiviste qui consiste à produire toujours plus pour répondre à la pression actionnariale. C'est enfin le consu-

mérisme, qui consiste à prôner l'accumulation matérielle pour écouler cette marchandise, à grands coups de publicité et de surendettement. Ces trois rouages du système conduisent aux inégalités, à la destruction du monde tel que nous le connaissons aujourd'hui et *in fine*, pour en revenir à notre sujet, aux réfugiés climatiques. Évitions l'angélisme ! Ces rouages sont aussi à l'œuvre dans les pays du Sud. Il y a du Nord dans le Sud, et *vice versa*. Il suffit pour s'en convaincre de voir la puissance des lobbies économiques en Amérique Latine, et *a contrario* les situations de grande pauvreté au sein de nos pays « riches ». C'est pourquoi, à la notion Nord-Sud, je préfère substituer celles d'oligarchie mondiale et de logique de classes : il n'y a pas de déterminisme géographique, c'est le système de production et de répartition des richesses qui est à reconsidérer de fond en comble. Et cela me conduit à une première réponse : notre devoir fondamental vis-à-vis des réfugiés climatiques, c'est de lutter contre le capitalisme chez nous et de pratiquer résolument la solidarité élémentaire consistant à les aider à en faire autant chez eux !

Toutefois, quels que soient la sincérité de notre internationalisme et l'ampleur de nos efforts en ce sens, ils ne suffiront évidemment pas à nous exonérer de notre dette climatique, qui donne à la distinction Nord-Sud un sens bien particulier. La Banque mondiale elle-même indique que les pays en développement vont supporter 80 % des dégâts occasionnés par le changement climatique alors qu'ils ne sont à l'origine que de 30 % des émissions de gaz à effet de serre. Et ce sont bien les pays du Nord qui ont, depuis des décennies, pris l'habitude de piller les ressources naturelles des pays du Sud riches en matières premières. Ils n'ont pas hésité, pour cela, à exproprier et exploiter les populations locales. Pour alimenter la croissance indus-

trielle et satisfaire l'appétit des actionnaires, ils ont instauré à l'échelle mondiale un système d'échanges déréglé, pollueur et destructeur. Par leur modèle de développement économique, les pays du Nord portent bien une responsabilité historique quant à la crise écologique et au dérèglement climatique qui implique que soit clairement affirmée la solidarité Nord-Sud, notamment en termes d'aide financière.

Faut-il un statut particulier du réfugié climatique ? Ou plus globalement une révision en profondeur de l'accueil de tous les migrants ? Que l'on soit réfugié climatique ou politique, économique ou alimentaire, étranger ayant fait le choix de venir étudier dans nos pays ou migrant volontaire, ne doit-on pas bénéficier des mêmes droits universels de liberté de circulation et d'installation ? Quelle que soit la réponse à cette question, soyons honnêtes. Un statut n'y suffira pas. Si nous voulons éviter la multiplication des conflits pour la terre ou pour l'eau entre réfugiés et populations locales, si nous refusons de voir se pérenniser un système de camps où s'entasseraient des communautés entières, alors nous devons penser à l'aménagement du territoire, tant d'un point de vue social qu'environnemental, à la densification urbaine et à la relocalisation des activités, au développement de l'agriculture paysanne et vivrière. Nous devons revoir nos modes de production et de consommation. C'est seulement à cette condition que nous pourrions dégager des espaces de vie collective où chacun pourra trouver sa place. L'écologie politique et l'objection de croissance nous fournissent des pistes pour repenser la société. Elles peuvent devenir de puissants leviers pour l'émancipation et le progrès humain. Pour que tous puissent vivre bien, du nord au sud. Même sur une planète aux contours réduits. ■